



Une société du Groupe Gorgé

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL CLOS LE 30 JUIN 2012



*Société Anonyme au capital de 3 220 099 € - Siège social : 262, rue des frères Lumière - ZI Toulon Est - 83130 La Gardie - RCS de Toulon : 562 011 528*



## **I - Rapport d'activité**

### **Activités et Faits marquants du premier semestre**

L'activité du 1<sup>er</sup> semestre.

Le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 2012 s'élève à 45,8 M€ en diminution de 19% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette diminution résulte pour l'essentiel d'une moindre contribution au chiffre d'affaires de l'activité systèmes d'assemblage A 350 XWB dont les tranches fermes s'achèveront fin 2012, les tranches conditionnelles correspondant à la montée en cadence de production étant, quant à elle toujours en négociation avec AIRBUS.

La répartition entre les secteurs Défense-Robotique et Civil-Aéronautique s'est rééquilibrée avec 50,2% du chiffre d'affaires réalisé dans le secteur Défense / Robotique et 49,8% dans le secteur Civil / Aéronautique.

Ce retour à un équilibre Civil / Défense tient à la diminution mécanique du chiffre d'affaires des affaires Airbus A 350 XWB.

Le résultat opérationnel courant au 30 juin 2012 s'élève à -0,9 M€, soit -1,9% du chiffre d'affaires contre 0,5 M€ en 2011. Ce retrait sensible est le résultat de plusieurs facteurs : l'allongement des délais de notification du secteur Défense a impacté plusieurs filiales qui sur la période n'atteignent pas leur point d'équilibre; les productions sur le programme A350 XWB sont en baisse de volume.

Une provision de 6,2 M€ a été comptabilisée à la suite du jugement du TGI de Paris le 29 juin 2012 dans le cadre du litige qui oppose la société à BAé Systems PLC et classée en « produits et charges non récurrents » du compte de résultat du premier semestre 2012, impactant ainsi le résultat opérationnel, qui de ce fait s'élève à -7,1 M€ au 30 juin 2012.

Le résultat net part du groupe ressort à -5,1 M€ soit -11,1% du chiffre d'affaires contre 0,1 M€ en 2011.

Les prises de commandes du semestre s'élèvent à 40,2 M€ contre 51,7 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2011. La base de comparaison du 1<sup>er</sup> semestre 2011 était élevée, néanmoins plusieurs décalages ont été constatés, en particulier dans le secteur de la Défense (totalisant environ 10 M€ de report sur le 2<sup>ème</sup> semestre), et dans le secteur Civil/Aéronautique avec des reports de contrats pour la montée en cadence de production de l'A 350 XWB.

Parmi les commandes significatives enregistrées, on peut citer les contrats de la Marine Indienne pour deux Centres Informatiques de traitement des données de Guerre des Mines, l'affermissement de la tranche conditionnelle de la DGA pour la fourniture de 4 AUV portables supplémentaires pour le Groupe des Plongeurs Démineurs de la Marine Nationale, une commande supplémentaire d'un AUV A9 pour les Japan Coast Guards, plusieurs contrats de DCNS pour les sous-marins 2 et 3 du programme BARRACUDA, plusieurs contrats pour des simulateurs aéronautiques TST A 320 notamment pour SPIRIT AIRLINES aux USA et CHINA EASTERN AIRLINES en Chine.

Au 30 juin 2012 le carnet de commandes (à l'avancement) s'élève à 73,6 M€, et le carnet des offres demeure à un niveau très important en particulier en Asie et dans les pays du Golfe Persique.

La dette nette ressort à 6.1 M€ en augmentation par rapport à celle du 31 décembre 2011 (2.0 M€) en raison de décaissements importants pour régler des sous-traitants des projets A 350 XWB et du manque d'encaissements d'avances sur les contrats dont la notification est reportée au second semestre.

#### **Secteur Défense-Robotique (50,2% du CA, 23 M€, quasi stabilité)**

Dans le domaine de la Robotique Navale nous avons poursuivi les développements du démonstrateur ESPADON qui permettra de faire valider par la Marine Nationale les concepts d'emploi des technologies de la Robotique (AUV déployable depuis un USV). En particulier l'AUV de taille moyenne (450 Kg) qui constituera le futur produit A 18, formant ainsi avec l'A9 et l'A27 une gamme complète d'AUV dédiés à la surveillance maritime, à la Guerre des Mines et à l'Hydrographie.

La candidature d'ECA a par ailleurs été retenue par l'OCCAR (Organisation Conjointe pour la Coopération dans l'Armement) pour participer au dialogue compétitif du projet MMCM de coopération entre la France et le Royaume Uni (Traité de Lancaster House de Novembre 2010). Ce projet de coopération doit permettre de développer des solutions robotisées dérisquées et qualifiées pour un déploiement dans les Marines des deux pays à un horizon de quatre ans. Cependant ce projet ne donnera lieu à contrat que fin 2013.

L'activité des rechanges et consommables pour les PAP reste stable par rapport à la période précédente.

Dans le secteur des Equipements Navals, l'exemplaire n° 1 du Moteur Electrique de Propulsion du BARRACUDA a été livré à DCNS et les exemplaires des sous-marins 2 et 3 sont en construction, les Postes de Pilotage des SCORPENES pour la Marine Indienne sont en cours de recette par le client.

Le secteur de la Simulation Navale est marqué par une activité soutenue consécutive au développement des simulateurs de navigation pour le Bangladesh, les dernières livraisons de SIMULNAV à la Marine Nationale et une tranche complémentaire du contrat avec FEMAR au Brésil. Le carnet d'offres dans ce secteur est très élevé avec des perspectives importantes de contrats à moyen terme.

Le secteur Terrestre est marqué par la livraison des robots COBRA commandés par la DGA dans le cadre d'une Urgence Opérationnelle ; ils sont en partie déployés en Afghanistan. ECA a également poursuivi dans ce secteur plusieurs projets de R&D financés afin d'augmenter les capacités opérationnelles et diminuer la charge des opérateurs.

Dans le secteur du Nucléaire et de l'Industrie, l'entreprise a poursuivi ses contrats en cours pour NUVIA, ASTRIUM, AREVA et EDF. Elle a également remporté en fin de semestre un contrat pour la réalisation d'un transbordeur automatisé de bateaux de plaisance, ce contrat devrait être dupliqué sur plusieurs sites dans les années à venir.

Aux Etats-Unis les filiales SSI et dans une moindre mesure Triton Imaging souffrent des gels des budgets militaires. L'activité de SSI a été recentrée sur les produits phares de simulation, à savoir le TST A 320 dont plusieurs exemplaires ont été livrés à SPIRIT AIRLINES, et le simulateur de poids lourds (EF Truck Motion) qui a été adapté au marché US.

La filiale ECA CSIP au Royaume Uni est mise en vente conformément aux décisions prises en fin d'année dernière. Des discussions avancées sont en cours avec un groupe américain qui souhaite développer son implantation au Royaume Uni.

L'effort de R&D s'est poursuivi à un rythme cependant moins soutenu que les mois précédents en raison de la surcharge des équipes sur les contrats clients, et d'une volonté de ne pas faire croître les effectifs.

#### **Secteur Civil – Aéronautique (49,8% du CA, 22,8 M€ en diminution de -30,6%)**

Trois filiales du Groupe sont présentes sur ce secteur : ECA CNAI pour les Systèmes d'Assemblage de Structures d'Aéronefs, ECA Sinters pour les bancs de test, les GSE et les équipements embarqués, et ECA Faros pour la simulation Aéronautique et Terrestre. Le niveau élevé des ventes d'avions, et en particulier l'excellente performance commerciale d'AIRBUS laissent présager une activité soutenue pour nos filiales pour accompagner l'avionneur dans ses opérations de montée en cadence des productions et sur les nouveaux programmes comme l'A 320 NEO.

Dans le secteur des Systèmes d'Assemblage de Structures d'Aéronefs le niveau d'activité se situe comme annoncé en retrait par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2011, qui constituait une base de comparaison très élevée. Des négociations sont en cours pour une deuxième ligne de production de la KEELBEAM, dont la définition n'est pas encore figée, avec la prise en compte de la version 1000 de l'avion. La contractualisation de la seconde ligne PREFAL est réalisée lot par lot. Les deux premiers avaient été commandés en fin 2011, les suivants seront étalés dans le temps. En tout état de cause les contrats liés à la montée en cadence de production de l'A 350 XWB ne devraient que peu contribuer au chiffre d'affaires de l'exercice. Cependant la filiale a été notifiée de plusieurs contrats sur d'autres programmes, et avec des équipementiers dans le cadre de ses actions de diversification de clientèle.

ECA Sinters, sur le même programme A 350XWB est en phase de livraison des bancs de test de la FAL (contrat en consortium avec EADS Tests & Services). L'activité de ventes de GSE continue à bien se comporter.

Dans le secteur de la Simulation (Terrestre et Aéronautique), ECA Faros enregistre une activité comparable à celle du 1<sup>er</sup> semestre 2011 (hors vente exceptionnelle de serveurs informatiques en 2011), avec de belles perspectives en Chine et en Russie.

#### **Périmètre - Organisation**

Aucune acquisition n'est intervenue au 1<sup>er</sup> semestre 2011. La société poursuit cependant sa recherche de cibles de croissance externe en vue d'accélérer sa stratégie de développement, soit par acquisition de nouvelles briques technologiques, soit pour accéder à certains marchés. A ce jour plusieurs discussions sont en cours sans pouvoir dire si elles aboutiront.

La cession d'ECA CSIP n'a pas encore abouti.

Une filiale va être créée au début du second semestre à Belem au Brésil dans le cadre de contrats avec FEMAR pour optimiser les taxes d'importations, la filiale ECA America Latina à Rio de Janeiro ne pouvant pas être utilisée à cet effet car n'étant pas située dans le même Etat que le client final. Cette nouvelle filiale sera dissoute à la fin de ces contrats. Elle sera détenue à 100% par ECA SINDEL.

## Risques, incertitudes et perspectives du second semestre

Au cours du semestre le profil d'exposition aux risques est resté similaire à celui de l'année précédente. Celui-ci est décrit dans notre Document de Référence 2011.

Néanmoins le litige avec BAé sur un sujet de Propriété Intellectuelle a été jugé en 1<sup>ère</sup> instance. Par jugement en date du 29 juin 2012, le TGI de Paris a débouté ECA de sa requête en nullité du brevet de BAé, elle a en conséquence été jugée contrefaisante des revendications de ce brevet et condamnée en conséquence (voir communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA a interjeté Appel de cette décision et saisi le Président de la Cour d'Appel de Paris en référé en vue d'obtenir une suspension de l'exécution de la partie financière de la condamnation. L'audience de référé a été fixée au 17 octobre 2012.

ECA a, en conséquence, provisionné dans ses comptes une somme de 6,2 M€, correspondant à la totalité de l'indemnité provisionnelle et aux frais accessoires du jugement en première instance, classé en « produits et charges non récurrents » au compte de résultat, qui impacte défavorablement le 1<sup>er</sup> semestre. ECA conteste l'évaluation de cette indemnité.

Pour l'année 2012 nous anticipons une baisse sensible du chiffre d'affaires par rapport à 2011. Celle-ci résultera d'une part de la baisse anticipée de l'activité Systèmes d'Assemblage A 350 XWB, et d'autre part de reports de contrats sur le 2<sup>ème</sup> semestre en particulier dans le secteur de la Défense. En effet la crise économique et financière des pays occidentaux conduit à des réductions budgétaires et des reports d'opérations, et malgré un carnet d'offres toujours en augmentation sensible dans les pays émergents, les délais de contractualisation par ces Etats restent souvent imprévisibles.

En tout état de cause le chiffre d'affaires du second semestre sera en forte augmentation par l'effet du carnet de commandes, et le résultat opérationnel se redressera.

A moyen terme les choix stratégiques de positionnement et de développement de l'entreprise demeurent pertinents dans tous les métiers du Groupe, et ceci en dépit de la crise économique et de tensions sur certains budgets de la Défense :

- Dans le domaine de la Robotique Navale avec les drones sous-marins et de surface et le SIMBA 455.
- Dans le domaine de la Robotique Terrestre avec la prise de conscience de plus en plus forte des armées de l'utilité de ce type de moyens pour préserver la vie de ses fantassins engagés sur des Théâtres d'Opérations.
- Dans le domaine du Nucléaire et Industrie, les commandes enregistrées depuis fin 2010 confortent notre positionnement. La catastrophe de Fukushima n'aura pas eu d'impact significatif sur cette activité, ECA étant présent en Robotique d'Intervention, dans les projets de démantèlement ainsi que sur le cycle du combustible et des déchets.
- Dans le domaine de la Simulation pour l'entraînement à des situations de plus en plus complexes pour lesquelles la mise en situation réelle est exclue car trop risquée ou trop coûteuse. La croissance du trafic aérien en Asie et les succès remportés par Airbus soutiennent les ventes du TST, les ventes de simulateurs terrestres continuent leur développement en raison de la mise en application progressive de la Directive Européenne relative à la formation des chauffeurs routiers, et de la hausse du prix des carburants et des assurances.

## Parties liées

Le détail des transactions avec le Groupe Gorgé et ses filiales figure au II-Etats financiers consolidés § 3.5.

## II- Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

En K€	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Ecarts d'acquisition		10 173	10 173	10 173
Immobilisations incorporelles nettes	2.1	24 105	24 555	24 863
Immobilisations corporelles nettes	2.1	9 783	9 904	10 057
Autres immobilisations financières	2.1	455	598	514
Autres actifs non courants		18	34	18
Impôts différés actif	2.6	3 267	554	655
<b>Total actifs non courants</b>		<b>47 801</b>	<b>45 818</b>	<b>46 280</b>
Stocks et en cours	2.3	17 767	11 216	14 624
Créances d'exploitation	2.3	8 858	11 644	8 801
Clients et comptes rattachés (1)	2.3	56 811	61 203	67 104
Impôt sur le résultat	2.3	2 126	2 472	903
Trésorerie	2.3	7 889	12 532	13 494
<b>Total actifs courants</b>		<b>93 451</b>	<b>99 066</b>	<b>104 926</b>
<b>Total actif</b>		<b>141 253</b>	<b>144 884</b>	<b>151 206</b>
(1) dont Factures à émettre		37 425	33 787	34 064

En K€	Notes	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
Capital (1)		3 220	3 205	3 208
Primes		21 017	20 515	20 643
Réserves consolidées et résultat (2)		19 260	23 589	28 046
<b>Capitaux propres – part du Groupe</b>		<b>43 497</b>	<b>47 308</b>	<b>51 896</b>
<b>Total intérêts minoritaires</b>		<b>201</b>	<b>200</b>	<b>232</b>
<b>Total capitaux propres</b>		<b>43 697</b>	<b>47 508</b>	<b>52 128</b>
Emprunts et dettes financières (3)	2.5	2 958	8 289	2 968
Engagements envers le personnel		2 469	1 893	1 949
Impôts différés passif	2.6	5 267	5 210	5 612
Autres passifs long terme		1 061	790	1 047
<b>Total passifs non courants</b>		<b>11 756</b>	<b>16 182</b>	<b>11 576</b>
Provisions pour risques et charges	2.7	8 049	948	1 792
Emprunts et concours bancaires	2.5	11 035	7 406	12 477
Fournisseurs	2.8	19 198	22 795	30 631
Autres dettes	2.8	47 173	50 019	42 372
Impôt exigible		344	26	231
<b>Total passifs courants</b>		<b>85 799</b>	<b>81 194</b>	<b>87 502</b>
<b>Total passif</b>		<b>141 253</b>	<b>144 884</b>	<b>151 206</b>
(1) de l'entreprise mère consolidante				
(2) dont résultat de l'exercice		(5 078)	62	4 145
(3) dont Crédit bail		1 794	1 916	1 849

## Compte de résultat consolidé

en K€	Notes	1 <sup>er</sup> sem.12	1 <sup>er</sup> sem.11	31/12/2011
Chiffre d'affaires	1.6	45 801	56 641	129 077
Production stockée		3 017	674	3 907
Production immobilisée		940	1 705	3 102
Autres produits de l'activité		1 161	1 554	2 879
Achats consommés	3.1	(30 563)	(39 203)	(89 893)
Charges de personnel		(18 135)	(17 736)	(35 247)
Impôts et taxes		(651)	(816)	(1 482)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3.2	(2 576)	(2 289)	(5 389)
Ecarts d'acquisition		0	0	0
Autres produits et charges opérationnels		130	(54)	(174)
<b>Résultat Opérationnel Courant</b>		<b>(876)</b>	<b>476</b>	<b>6 781</b>
Produits et charges non récurrents	3.6	(6 247)	(109)	(148)
<b>Résultat Opérationnel</b>		<b>(7 124)</b>	<b>367</b>	<b>6 633</b>
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(149)	(152)	(400)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		34	42	127
<b>Coût de l'endettement financier net (a)</b>		<b>(114)</b>	<b>(110)</b>	<b>(272)</b>
Autres produits financiers (b)		133	244	438
Autres charges financières (c)		(104)	(431)	(367)
<b>Charges et produits financiers (d=a+b+c)</b>		<b>(85)</b>	<b>(298)</b>	<b>(201)</b>
Impôt sur le résultat	3.3	2 133	(14)	(2 255)
Q/p de résultat des sociétés mises en équivalence		(3)	(12)	(19)
<b>Résultat net avant cession d'activité</b>		<b>(5 078)</b>	<b>43</b>	<b>4 158</b>
Résultat des activités abandonnées		0	0	0
<b>Résultat net</b>		<b>(5 078)</b>	<b>43</b>	<b>4 158</b>
Part des minoritaires		3	(19)	13
<b>Part du Groupe</b>		<b>(5 081)</b>	<b>62</b>	<b>4 145</b>
RN par action des activités poursuivies	3.4	(0,81)	0,01	0,66
RN par action dilué des activités poursuivies	3.4	(0,81)	0,01	0,66
RN par action de l'ensemble consolidé	3.4	(0,81)	0,01	0,66
RN par action dilué de l'ensemble consolidé	3.4	(0,81)	0,01	0,66

## Etat consolidé du Résultat Global

En K€	Notes	1er sem.12	1er sem.11	31/12/2011
<b>Résultat net</b>		<b>(5 078)</b>	<b>43</b>	<b>4 158</b>
Ecart de conversion		59	(175)	44
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		(398)	(167)	(116)
Impôts différés sur écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		133	56	39
<b>Autres éléments du Résultat Global</b>		<b>(206)</b>	<b>(286)</b>	<b>(33)</b>
<b>Résultat Global</b>		<b>(5 284)</b>	<b>(243)</b>	<b>4 125</b>
dont part du groupe		(5 287)	(224)	4 112
dont part des intérêts minoritaires		3	(19)	13

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En K€	Capital	Réserves liées au Capital	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Total	Part Groupe	Minoritaires
<b>Clôture 31 décembre 2010</b>	<b>3 205</b>	<b>20 410</b>	<b>20 533</b>	<b>7 566</b>	<b>51 714</b>	<b>51 485</b>	<b>229</b>
Opération sur le Capital					0	0	
Autocontrôle			(17)		(17)	(17)	
Stocks options IFRS2		105			105	105	
Affectation résultat n-1			7 566	(7 566)	0		
<b>Dividendes</b>			<b>(4 048)</b>		<b>(4 048)</b>	<b>(4 038)</b>	<b>(10)</b>
<b>Résultat net de la période (a)</b>				<b>43</b>	<b>43</b>	<b>62</b>	<b>(19)</b>
<b>Autres éléments du Résultat Global (b) :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(286)</b>		<b>(286)</b>	<b>(286)</b>	<b>0</b>
<b>Résultat global de la période (a+b)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(286)</b>	<b>43</b>	<b>(243)</b>	<b>(223)</b>	<b>(19)</b>
Variation % intérêts Reclassement							
<b>Clôture 30 Juin 2011</b>	<b>3 205</b>	<b>20 515</b>	<b>23 745</b>	<b>43</b>	<b>47 508</b>	<b>47 308</b>	<b>200</b>

En K€	Capital	Réserves liées au Capital	Réserves consolidées	Résultat Consolidé	Total	Part Groupe	Minoritaires
<b>Clôture 31 décembre 2011</b>	<b>3 208</b>	<b>20 643</b>	<b>24 120</b>	<b>4 158</b>	<b>52 128</b>	<b>51 896</b>	<b>232</b>
Opération sur le Capital	13	355	(368)		0	0	
Autocontrôle			88		88	88	
Stocks options IFRS2		19			19	19	
Affectation résultat n-1			4 158	(4 158)	0	0	
<b>Dividendes</b>			<b>(3 254)</b>		<b>(3 254)</b>	<b>(3 220)</b>	<b>(33)</b>
<b>Résultat net de la période (a)</b>				<b>(5 078)</b>	<b>(5 078)</b>	<b>(5 081)</b>	<b>3</b>
<b>Autres éléments du Résultat Global (b) :</b>			<b>(206)</b>	<b>0</b>	<b>(206)</b>	<b>(206)</b>	<b>(1)</b>
<b>Résultat global de la période (a+b)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(206)</b>	<b>(5 078)</b>	<b>(5 284)</b>	<b>(5 287)</b>	<b>2</b>
Variation % intérêts Reclassement							
<b>Clôture 30 Juin 2012</b>	<b>3 220</b>	<b>21 017</b>	<b>24 539</b>	<b>(5 078)</b>	<b>43 697</b>	<b>43 497</b>	<b>201</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
<b>Résultat net consolidé (avant Répart. Groupe/Minos)</b>	<b>(5 078)</b>	<b>43</b>	<b>4 158</b>
+/- Q/p de résultat des sociétés mise en équivalence	3	12	19
+/- Dotations Nettes Amortissements et Dépréciations	2 144	1 993	4 094
+/- Dotations Nettes Provisions (Courant / Non Courant)	6 361	(152)	783
+/- Charges et produits calculés liés aux stocks-opt & assimilés	19	105	153
+/- Autres Charges et Produits calculés	(28)	(12)	(22)
-/+ Plus et Moins values de cessions	(24)	(7)	(24)
<b>CAF (avant neutralisation Cout Endttmt Fin Net et Impôts)</b>	<b>3 396</b>	<b>1 981</b>	<b>9 160</b>
+/- Charge/Produits d'Impôts Différés	(2 725)	(796)	(489)
<b>CAF (après neutralisation Cout Endttmt Fin Net et Impôts)</b>	<b>671</b>	<b>1 186</b>	<b>8 671</b>
+/- Variation BFR lié à l'activité	(3 481)	(7 586)	(7 844)
<b>= Flux Net de Trésorerie Généré par l'Activité</b>	<b>(2 810)</b>	<b>(6 400)</b>	<b>827</b>
- Décaissements / Acq Immos Corp et Incorp	(1 515)	(3 197)	(5 702)
+ Encaissements / Cess. Immos Corp et Incorp	104	113	263
- Décaissements / Acq Immos Fin	(3)	(3)	(39)
+ Encaissements / Cess. Immos Fin	60	1	118
+ Variation comptes courants débiteurs			
+/- Trésorerie nette Acq/Cess filiales		(18)	(18)
+ Subventions investissements			
<b>= Flux Net de Trésorerie / Opérations d'Investissements</b>	<b>(1 354)</b>	<b>(3 104)</b>	<b>(5 377)</b>
+ Sommes reçues lors d'augm de cap.			83
- Dividendes versés aux actionnaires			(3 935)
- Dividendes versés aux minoritaires	(29)	(7)	(10)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	534	5 746	5 855
- Remboursement d'emprunts	(1 400)	(596)	(1 850)
<b>= Flux Net de Trésorerie lié aux Opérations de Financements</b>	<b>(896)</b>	<b>5 143</b>	<b>143</b>
+/- Incidences variations cours des devises	22	(110)	(2)
+/- Acquisitions actions propres	19	(18)	17
<b>= Variation de la Trésorerie Nette</b>	<b>(5 020)</b>	<b>(4 489)</b>	<b>(4 391)</b>

En K€	Solde Ouv.	Activités abandonnées	Var. périmètre	+/- Var BFR Expl	Autre mvt	Ecart de conversion	30/06/2012
Stocks Nets	14 624	0	0	3 118	0	24	17 767
Clients Nets	67 104	0	0	(10 327)	0	34	56 811
Autres créances Exploitation	8 801	0	0	44	0	13	8 858
CIR et autres créances d'IS	903	0	0	1 220	0	3	2 126
<b>Actifs Courants</b>	<b>91 432</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(5 944)</b>	<b>0</b>	<b>74</b>	<b>85 562</b>
Dettes Fournisseurs (hors four d'immo)	30 352	0	0	(11 086)	(163)	4	19 107
Autres Dettes	42 371	0	0	1 548	16	13	43 947
Impôt exigible	230			114			344
<b>Passifs Courants hors prov.</b>	<b>72 953</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(9 425)</b>	<b>(147)</b>	<b>17</b>	<b>63 398</b>
<b>[Actifs]-[Passifs]</b>	<b>18 479</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 481</b>	<b>147</b>	<b>57</b>	<b>22 164</b>
<b>Variation du BFR d'exploitation</b>				<b>3 481</b>			
Dividendes non versés	0			(3 225)			(3 225)
<b>Variation du BFR</b>	<b>18 479</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>256</b>	<b>147</b>	<b>57</b>	<b>18 939</b>

## Notes annexes aux états financiers consolidés condensés

### 1 Informations générales

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 7 septembre 2012.

#### 1.1. Principaux mouvements de périmètre intervenus sur le premier semestre 2012

Néant.

#### 1.2. Saisonnalité de l'activité

Le Groupe constate des variations saisonnières sur ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2012.

#### 1.3. Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés condensés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2012 (numéro de dépôt D.12-0407).

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2012 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 :

- la norme IFRS 7 – Information à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers est sans effet sur les comptes du Groupe au 30 juin 2012.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les nouvelles normes, normes révisées et interprétations non encore obligatoires au 1<sup>er</sup> janvier 2012 :

- amendement d'IAS 1 – Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) ; IAS 19 Révisée – Avantages au personnel ; amendement d'IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents ; IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ; amendement d'IAS 32 – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ; amendement IFRS 7 – Informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers ; IFRS 9 – Instruments financiers ; IFRS 10 – États financiers consolidés ; IFRS 11 – Accords conjoints ; IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ; IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur ; amendement d'IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants ; améliorations annuelles 2009-2011 des IFRS (mai 2012) ; amendement d'IFRS 1 – Prêt gouvernementaux ; IFRIC 20 – Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert.

Ces interprétations et amendements ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

#### 1.4. Principaux évènements 2012

ECA Robotics, filiale à 100% d'ECA SA, a été condamnée dans le cadre d'un litige avec BAé sur un sujet de Propriété Intellectuelle. Ce litige a été jugé en 1<sup>ère</sup> instance. Par jugement en date du 29 juin 2012, le TGI de Paris a débouté ECA de sa requête en nullité du brevet de BAé, elle a en conséquence été jugée contrefaisante des revendications de ce brevet et condamnée en conséquence (voir communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA a interjeté Appel de cette décision et saisi le Président de la Cour d'Appel de Paris en référé en vue d'obtenir une suspension de la partie financière de la condamnation. L'audience de référé a été fixée au 17 octobre 2012.

ECA Robotics a, en conséquence, provisionné dans ses comptes une somme de 6,2 M€, correspondant à la totalité de l'indemnité provisionnelle et aux frais accessoires du jugement en première instance, qui impacte défavorablement le 1<sup>er</sup> semestre du Groupe. ECA conteste l'évaluation de cette indemnité.

### **1.5. Estimations**

La préparation d'états financiers intermédiaires nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des jugements et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants figurant dans les états financiers consolidés condensés.

Pour la préparation des états financiers consolidés condensés, la direction a procédé à des estimations et a retenu des hypothèses dans des domaines identiques à ceux retenus pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

## 1.6. Information sectorielle

### Premier niveau d'information sectorielle – secteurs d'activité

Chiffre d'affaires 1<sup>er</sup> semestre 2012

En K€	France	%	Export	%	Total	%
	Défense - Robotique	11 504	40,1%	11 509	67,3%	23 013
Civil - Aéronautique	17 206	59,9%	5 581	32,7%	22 788	49,8%
<b>Total</b>	<b>28 710</b>	<b>100%</b>	<b>17 091</b>	<b>100%</b>	<b>45 801</b>	<b>100%</b>
	<b>62,7%</b>		<b>37,3%</b>			

Chiffre d'affaires 1<sup>er</sup> semestre 2011

En K€	France	%	Export	%	Total	%
	Défense - Robotique	16 710	37,4%	7 083	59,4%	23 793
Civil - Aéronautique	28 012	62,6%	4 836	40,6%	32 848	58,0%
<b>Total</b>	<b>44 723</b>	<b>100%</b>	<b>11 919</b>	<b>100%</b>	<b>56 641</b>	<b>100%</b>
	<b>79,0%</b>		<b>21,0%</b>			

Résultat opérationnel courant

En K€	30/06/2012	%	30/06/2011	%
	Défense - Robotique	(1 757)	200%	(1 133)
Civil - Aéronautique	881	-100%	1 609	338%
<b>Total</b>	<b>(876)</b>	<b>100%</b>	<b>476</b>	<b>100%</b>

### Deuxième niveau d'information sectorielle – zones géographiques export

Chiffre d'affaires par zones géographiques au 30 juin 2012

En K€	France	%	Europe	%	Amérique	%	Asie	%	Moyen-orient	%	Afrique	%	Total	%
	Défense - Robotique	11 504	40%	2 448	52%	2 420	66%	6 533	84%	47	13%	62	12%	23 013
Civil - Aéronautique	17 206	60%	2 306	48%	1 246	34%	1 246	16%	324	87%	459	88%	22 788	50%
<b>Total</b>	<b>28 710</b>	<b>100%</b>	<b>4 754</b>	<b>100%</b>	<b>3 666</b>	<b>100%</b>	<b>7 779</b>	<b>100%</b>	<b>371</b>	<b>100%</b>	<b>521</b>	<b>100%</b>	<b>45 801</b>	<b>100%</b>
	<b>63%</b>		<b>10%</b>		<b>8%</b>		<b>17%</b>		<b>1%</b>		<b>1%</b>		<b>100%</b>	

Chiffre d'affaires par zones géographiques au 30 juin 2011

En K€	France	%	Europe	%	Amérique	%	Asie	%	Moyen-orient	%	Afrique	%	Total	%
	Défense - Robotique	16 710	37%	3 213	69%	601	28%	3 048	82%	186	100%	35	3%	23 793
Civil - Aéronautique	28 012	63%	1 471	31%	1 538	72%	670	18%	0	0%	1 157	97%	32 848	58%
<b>Total</b>	<b>44 723</b>	<b>100%</b>	<b>4 684</b>	<b>100%</b>	<b>2 140</b>	<b>100%</b>	<b>3 719</b>	<b>100%</b>	<b>186</b>	<b>100%</b>	<b>1 191</b>	<b>100%</b>	<b>56 641</b>	<b>100%</b>
	<b>79%</b>		<b>8%</b>		<b>4%</b>		<b>7%</b>		<b>0%</b>		<b>2%</b>		<b>100%</b>	

## 2. Notes sur le bilan consolidé condensé

### 2.1. Flux d'immobilisations et d'amortissements

En K€	Incorp. Acquisées /regroupement d'entreprises	Frais de Développement	Autres incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Valeur nette au 31/12/2011</b>	<b>10 173</b>	<b>21 802</b>	<b>3 061</b>	<b>10 057</b>	<b>514</b>	<b>45 607</b>
Acquisitions / capitalisations		708	319	300	3	1 330
Cessions, VNC		(76)		(0)	(60)	(136)
Dotations aux amortissements		(1 309)	(260)	(574)		(2 144)
Autre mouvement		6	(164)	(4)	(3)	(165)
Reclassement			-			-
Périmètre, change et autres		18	1	4	1	24
<b>Valeur nette au 30/06/2012</b>	<b>10 173</b>	<b>21 148</b>	<b>2 957</b>	<b>9 783</b>	<b>455</b>	<b>44 516</b>

### 2.2. Actifs et Passifs destinés à être cédés

Néant.

### 2.3. Actifs courants

En K€	Valeurs brutes	30/06/2012 Dépréciation	Valeurs nettes	31/12/2011 Net
Matières premières	8 333	(2 429)	5 904	5 706
En-cours	7 438	(39)	7 399	5 234
Produits finis	6 176	(1 711)	4 464	3 685
<b>Stocks et en-cours</b>	<b>21 947</b>	<b>(4 179)</b>	<b>17 767</b>	<b>14 624</b>
Avances et acomptes versés	3 858		3 858	3 973
Créances sociales	226		226	327
Créances fiscales	3 043		3 043	2 976
Débiteurs divers	838	(187)	651	953
Comptes courants débiteurs	19		19	18
Charges constatées d'avance	1 059		1 059	554
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>9 045</b>	<b>(187)</b>	<b>8 858</b>	<b>8 801</b>
Impôt sur le résultat	2 126		2 126	903
<b>Clients et comptes rattachés (1)</b>	<b>57 089</b>	<b>(278)</b>	<b>56 811</b>	<b>67 104</b>
Disponibilités	5 257		5 257	8 864
Autres équivalents de trésorerie	2 633		2 633	4 630
<b>Trésorerie et équivalents</b>	<b>7 889</b>	<b>0</b>	<b>7 889</b>	<b>13 494</b>
<b>Total Général</b>	<b>98 096</b>	<b>(4 645)</b>	<b>93 451</b>	<b>104 927</b>

(1) Dont Factures à établir

37 425

34 064

### 2.4. Capitaux propres

En avril 2012, une augmentation de capital de 25 000 actions a été réalisée, suite à l'attribution définitive de 25 000 actions dans le cadre du plan de distribution d'actions gratuites de décembre 2009.

## 2.5. Emprunts et dettes financières

en K€	Ouverture	Var. périmètre	Augmentation	Diminution	Reclassement	Autre Mvt	Clôture
Emprunts auprès d'établissement de crédit *	11 848		534	(1 286)			11 097
Retraitement des Crédits-Baux	1 849			(55)			1 794
Autres dettes financières	883			(59)			824
Concours bancaires	865		280	(865)			280
<b>Emprunts et dettes financières</b>	<b>15 445</b>	<b>0</b>	<b>814</b>	<b>-2 266</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 994</b>

Les échéances des emprunts sont indiquées ci-après :

en K€	30/06/2012	31/12/2011
- Moins d'un an *	11 035	12 477
- Un à deux ans	375	367
- Deux à trois ans	742	561
- Trois à quatre ans	220	281
- Quatre à cinq ans	262	283
- Plus de cinq ans	1 360	1 476
<b>Total</b>	<b>13 994</b>	<b>15 445</b>

\* : dont 9 950 K€ concernant le crédit accordé par le pool bancaire. Un des covenants n'ayant pas été respecté, l'intégralité de la dette est classée à moins d'un an conformément à IAS1. Ce prêt n'est cependant pas exigible immédiatement, un waiver ayant été obtenu de la part du pool courant août 2012. Notons qu'initialement, la part à plus d'un an s'élevait à 3 300 K€.

## 2.6. Ventilation des impôts différés

	31/12/2011	30/06/2012
- Retraites & prestations assimilées	(601)	(769)
- Frais de développement	6 150	5 949
- Subvention	(299)	(266)
- Crédit bail	134	141
- Fonds de commerce	0	0
- Autres	(7)	(16)
<b>Sous Total</b>	<b>5 377</b>	<b>5 039</b>
<b>Déficits reportables</b>	<b>(4)</b>	<b>(2 746)</b>
<b>Différences fiscales temporaires</b>	<b>(417)</b>	<b>(292)</b>
<b>Sous Total</b>	<b>(421)</b>	<b>(3 038)</b>
<b>Total (1)</b>	<b>4 957</b>	<b>2 000</b>

(1) Impôts différés Passif	5 267
Impôts différés Actif	(3 267)
	<b>2 000</b>

## 2.7. Provisions pour risques et charges

En K€	Ouverture	Activités Abandonnées	Mouvement Périmètre	Dotations	Utilisations	Reprises	Clôture
Provisions pour litiges	0			6 200			6 200
Provisions pour garanties données	505			80	(80)		504
Provisions pour perte à fin d'affaires	215			161	(104)		272
Provisions pour pénalités de retard	551						551
Provisions autres risques & charges	522						522
<b>Total Provisions pour risques &amp; charges</b>	<b>1 792</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 441</b>	<b>(184)</b>	<b>0</b>	<b>8 049</b>

Le poste provisions litiges concerne la provision de 6,2 M€ dans le cadre du litige avec BAé (voir §4.1). Cette dotation est classée en « produits et charges non récurrents » au compte de résultat du premier semestre 2012 (voir §3.6).

## 2.8. Variation du passif courant

En K€	Ouverture	Clôture
Dettes financières à moins d'un an *	11 612	10 755
Concours bancaires	865	280
<b>Emprunts et concours bancaires</b>	<b>12 476</b>	<b>11 035</b>
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>30 631</b>	<b>19 198</b>
Avances et acomptes reçus / cdes	20 588	21 613
Dettes sociales	7 324	6 841
Dettes fiscales	4 509	4 271
Comptes courants créditeurs (1)	5	4 714
Dettes diverses	1 316	1 408
Produits constatés d'avance	8 630	8 327
<b>Autres dettes</b>	<b>42 371</b>	<b>47 173</b>

\* : dont 9 950 K€ concernant le crédit accordé par le pool bancaire. Un des covenants n'ayant pas été respecté, l'intégralité de la dette est classée à moins d'un an conformément à IAS1. Ce prêt n'est cependant pas exigible immédiatement, un waiver ayant été obtenu de la part du pool courant août 2012. Notons qu'initialement, la part à plus d'un an s'élevait à 3 300 K€.

(1) Il s'agit essentiellement des dividendes à verser pour 3 224 K€.

Les produits constatés d'avance se décomposent comme suit au 30 juin 2012 :

- Subventions et CIR : 4 282 K€
- Contrats à long terme : 4 045 K€

### 3. Notes sur le compte de résultat consolidé condensé

#### 3.1. Ventilation des achats consommés

En K€	30/06/2012	30/06/2011
Achats matières 1ères & autres appro.	7 447	5 813
Variation stocks matières 1ères & autres appro.	(348)	452
Autres achats stockés	8 531	15 775
Achats de sous-traitance	6 530	9 193
Achats non stockés, Matériel et fournitures	430	421
Autres services extérieurs	2 369	2 813
Autres charges externes	5 603	4 736
<b>Total Achats consommés</b>	<b>30 563</b>	<b>39 203</b>

#### 3.2. Dotations nettes aux amortissements et provisions

En K€	30/06/2012	30/06/2011
Reprise sur amortissements		
- immobilisations incorporelles		
- immobilisations corporelles		
<b>Total reprises sur Amortissements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Reprises sur provisions		
- stocks et encours	33	545
- actifs circulants	3	11
- risques et charges	184	388
<b>Total reprises sur provisions</b>	<b>219</b>	<b>944</b>
<b>Total Reprises aux amortissements et provisions</b>	<b>219</b>	<b>944</b>
Dotations aux amortissements		
- immobilisations incorporelles	1 570	1 496
- immobilisations corporelles	528	451
- immobilisations leasing	46	46
<b>* sous total dotations aux amortissements</b>	<b>2 144</b>	<b>1 993</b>
Dotations aux provisions		
- stocks et encours	279	873
- actifs circulants	2	120
- risques et charges	371	247
<b>* sous total dotations aux provisions</b>	<b>652</b>	<b>1 241</b>
<b>Total dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>2 796</b>	<b>3 233</b>
<b>Total dotations nettes aux amortissements et provisions</b>	<b>2 576</b>	<b>2 289</b>

### 3.3. Ventilation de l'impôt sur les résultats

Décomposition de l'impôt :

<i>en K€</i>	30/06/2012	30/06/2011
Impôts exigibles	271	438
CVAE	321	372
Impôts différés	(2 725)	(796)
<b>Total</b>	<b>(2 133)</b>	<b>14</b>

Analyse de l'impôt :

**30/06/2012**

Résultat net des activités poursuivies	5 078
Quote-part dans les résultats des entreprises mise en équivalence	3
Résultat net avant mise en équivalence	5 076
Charge d'impôt	2 133
Résultat avant impôt	7 209
Taux d'impôt	33,33%
<b>Impôt théorique</b>	<b>2 403</b>
Ecart sur différences permanentes	16
CVAE	203
Imputation de déficits antérieurs non activés	-
Déficit de l'exercice non activé	212
Déficit de l'exercice activé	- 447
Crédit d'impôt	- 188
Retraitements non taxés	450
Ecart d'imposition France /étranger	- 2
IS taux réduit	27
Autres	
<b>Charge d'impôt effectivement constatée</b>	<b>- 2 133</b>

### 3.4. Résultat par action

Les résultats par action se présentent comme suit :

	Index	30-juin-12	30-juin-11
Nombre moyen pondéré de titres (hors autocontrôle)	(d)	6 267 334	6 246 771
Actions ordinaires potentielles dilutives :			
Effet dilutif des options de souscription d'actions	(e)	11 301	63 844
Nombre moyen pondéré de titres après dilution	(f) = (d'+e)	6 278 635	6 310 615
<b>Ratio</b>			
Résultat par action de base : bénéfice / (perte)	(a*1000)/(d')	-0,81	0,01
Résultat par action dilué : bénéfice / (perte)	(a*1000)/(f)	-0,81	0,01

### 3.5. Transactions avec les parties liées

en K€	Groupe Gorgé (1)
<b>Compte de résultat 30 Juin 2012</b>	
Chiffre d'Affaires	-
Autres produits	-
Achats	526
Management fees	397
Autres Charges	-
Produits financiers	-
Charges financières	6
+/- val cessions	-

en K€	Groupe Gorgé (1)
<b>Bilan 30 Juin 2012 - Actif</b>	
Immo corporelles & Incorporelles	-
Titres de participation	-
Créances rattachées à des participations	-
Autres immobilisations financières (Prêts)	-
Clients	-
Débiteurs divers	-
C/C Débiteur	-
Intérêts des C/C	-
Charges constatées d'avance	-
Autres créances	-

en K€	Groupe Gorgé (1)
<b>Bilan 30 Juin 2012 - Passif</b>	
Dettes Financières à LT	-
C/C Crédeur	3 188
Fournisseurs	1 462

(1) Filiales du Groupe Gorgé

### 3.6. Produits et charges non récurrents

Les autres produits et charges non récurrents se composent :

- D'une dotation aux provisions de 6 200 K€ dans le cadre du litige avec BAé
- De frais de restructuration pour 47 K€

## 4. Autres Informations

### 4.1. Faits exceptionnels et litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

ECA Robotics, filiale à 100% d'ECA SA, a été condamnée dans le cadre d'un litige avec BAé sur un sujet de Propriété Intellectuelle. Ce litige a été jugé en 1ère instance. Par jugement en date du 29 juin 2012, le TGI de Paris a débouté ECA de sa requête en nullité du brevet de BAé, elle a en conséquence été jugée contrefaisante des revendications de ce brevet et condamnée en conséquence (voir communiqué de presse du 3 juillet 2012). ECA a interjeté Appel de cette décision et saisi le Président de la Cour d'Appel de Paris en référé en vue d'obtenir une suspension de la partie financière de la condamnation. L'audience de référé a été fixée au 17 octobre 2012.

ECA Robotics a, en conséquence, provisionné dans ses comptes une somme de 6,2 M€, correspondant à la totalité de l'indemnité provisionnelle et aux frais accessoires du jugement en première instance, qui impacte défavorablement le 1er semestre du Groupe. ECA conteste l'évaluation de cette indemnité.

Un litige oppose actuellement les sociétés ECA EN et ECA à la société MINERVA (anciennement ENT) ancien actionnaire d'ECA EN. Les conséquences de ce litige ne sont pas connues à la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2012. Parallèlement à ce litige, la société MINERVA a bloqué le paiement de créances non directement liées. La société ECA EN estime les demandes de la société MINERVA totalement infondées et n'a constitué aucune provision ni au titre du litige proprement, ni à celui des créances non directement liées.

#### **4.2. Effectifs**

	<b>1<sup>er</sup> semestre 2012</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2011</b>	<b>Année 2011</b>
Effectifs du Groupe ECA en fin de période.	584	589	599
<b>Total</b>	<b>584</b>	<b>589</b>	<b>599</b>

#### **4.3. Engagements**

Les engagements du Groupe tels qu'ils figurent dans l'annexes aux comptes consolidés 2011 n'ont pas évolué de façon significative.

### **5. Evènements postérieurs**

Conformément au PV de l'assemblée générale du 7 juin 2012, un dividende de 0,50€ par actions, payable en actions, a été distribué.

La distribution finale de dividendes en numéraire s'élève à 1 205 K€.

198 932 nouvelles actions ont été créées en septembre 2012. Le capital d'ECA SA est ainsi composé de 6 639 130 actions et s'élève à 3 319 565 €.

### **III- Attestation du responsable du rapport semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Dominique Vilbois, Président Directeur Général

## **IV- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ECA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière semestrielle.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.4 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés, qui expose l'incidence dans les comptes au 30 juin 2012 de la condamnation en première instance de la société dans le cadre d'un litige qui l'oppose à la société BAé.

### **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Versailles et Courbevoie, le 10 septembre 2012

**BDO France - ABPR Ile de France**

**Mazars**

Philippe Benech

Daniel Escudeiro